

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 12 JUIN 2023**

**NOMBRE D'ELUS  
METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 17**

**QUORUM : 9**

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
16	0	1

**OBJET DE LA DECISION**

**N° 23/240**

**CONVENTION D'OCCUPATION  
DE LOCAUX ENTRE LA  
COMMUNE DE SAINT-  
MANDRIER-SUR-MER ET LA  
METROPOLE TPM POUR SON  
CONSERVATOIRE - SITE DE  
SAINT-MANDRIER-SUR-MER -  
AUTORISATION DE  
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

**ABSENT :**

M. Christian SIMON.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 23/240**

**BUREAU DU 12 JUIN 2023**

**O B J E T : CONVENTION D'OCCUPATION DE LOCAUX ENTRE LA  
COMMUNE DE SAINT-MANDRIER-SUR-MER ET LA  
METROPOLE TPM POUR SON CONSERVATOIRE - SITE  
DE SAINT-MANDRIER-SUR-MER - AUTORISATION DE  
SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la  
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au  
Bureau,

**CONSIDERANT** que le Conservatoire TPM est un acteur essentiel d'enseignement et d'éducation culturelle et artistique sur le territoire de la Métropole,

**CONSIDERANT** les besoins en locaux pour assurer les activités régulières du Conservatoire TPM, sur son site de Saint-Mandrier-sur- Mer,

**CONSIDERANT** qu'une convention d'occupation de locaux à titre gracieux a été consentie par la Commune de Saint-Mandrier-sur-Mer au bénéfice du Conservatoire TPM en 2008 (décision communautaire n°08/642 du 8 septembre 2008) et concerne la salle Myrte et le théâtre du Centre Culturel Marc Baron, et en 2016 (décision communautaire n°16/712 du 3 octobre 2016)

**CONSIDERANT** que les changements d'organisation des disciplines dispensées sur le site par le Conservatoire ont modifié ses besoins en locaux, tels qu'établis initialement par ladite convention,

**CONSIDERANT** l'accord de la Commune de Saint-Mandrier-sur-Mer de consentir à une nouvelle convention, autorisant l'utilisation de la « salle des mariages » ou, en cas d'indisponibilité, du Théâtre Marc Baron pour une séance de cours hebdomadaire,

**CONSIDERANT** qu'il convient de préciser les conditions et modalités selon la convention ci-annexée,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ADOPTER** l'exposé qui précède.

### **ARTICLE 2**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer la convention d'occupation de locaux consentie à titre gracieux par la Commune de Saint-Mandrier-sur-Mer au bénéfice de la Métropole TPM pour son Conservatoire TPM pour l'année scolaire 2023-2024.

### **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que cette décision est sans incidence financière.

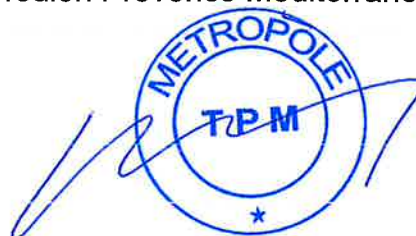
Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 12 juin 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

POUR	16
CONTRE	0
ABSTENTION	0



# CONVENTION D'OCCUPATION DE LOCAUX

Entre

**La commune de SAINT-MANDRIER-sur-MER**

Domiciliée : place des Résistants 83140 Saint-Mandrier-sur-mer

Représentée par son Maire en exercice, **Monsieur Gilles VINCENT** agissant en cette qualité pour et au nom de ladite Commune, autorisé par délibération du Conseil Municipal n° ..... du .....

Ci-après dénommée **la commune**

D'une part

Et

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée**

Domiciliée 107 boulevard Henri Fabre CS 30 536, 83041 Toulon Cedex 9

Représentée par le Président en exercice, **Monsieur Jean-Pierre GIRAN** agissant en cette qualité pour et au nom de ladite Métropole,

Autorisé par Décision Métropolitaine n° ..... du .....

Ci-après dénommée **La Métropole**

D'autre part

## Préambule

Afin d'assurer le bon fonctionnement pédagogique des activités régulières ou ponctuelles du Conservatoire National à Rayonnement Régional organisées sur le site de Saint-Mandrier-sur-Mer, **la Métropole** a sollicité **la Commune** pour pouvoir occuper divers locaux lui appartenant. **La Commune** en ayant accepté le principe, une première convention a été établie en 2008 (DC 08/642 du 8 septembre 2008) et une seconde en 2016 (DM n°16/712 du 3 octobre 2016) renouvelable chaque année sur demande expresse.

Compte-tenu de diverses modifications d'organisation pédagogique et d'usage des locaux, il convient de mettre à jour les modalités d'occupation et les conditions pratiques par une nouvelle convention.

**Ceci exposé il est convenu ce qui suit :**

## **Article 1 : OBJET**

**La Commune** autorise l'occupation par le Conservatoire TPM-site de Saint Mandrier-sur-Mer, pour les **cours de galoubet-tambourin organisés le mercredi de 9h30-11h**, les locaux suivants :

- **Salle des mariages**

*En cas d'indisponibilité de la salle des mariages :*

- **Le théâtre du Centre Culturel Marc Baron** (avec accès aux toilettes)

## **Article 2 : ETAT DES LIEUX**

**La Métropole** accepte les locaux tels qu'ils existent dans leur état actuel, et déclare parfaitement les connaître.

## **Article 3 : DESTINATION**

**La Métropole** ne pourra, même temporairement, affecter les locaux à un autre usage que celui des cours et ou répétitions d'instruments du site Conservatoire site-St Mandrier sur Mer.

## **Article 4 : OCCUPATION - JOUISSANCE**

**La Métropole** occupera les dits locaux pendant les périodes scolaires, tous les mercredis de 9h30 à 11h (Salle des mariages ou bien théâtre Marc Baron).

En cas d'utilisation des dits locaux par **la Commune** qui en informera la direction du Conservatoire TPM-site Saint-Mandrier au moins 15 jours avant la date de l'évènement prévu, **la Métropole** s'engage à déplacer ses cours.

**La Métropole** s'engage à occuper paisiblement et par elle-même les locaux mis à disposition conformément aux usages de son activité.

**La Métropole** s'engage à respecter les règlements intérieurs des locaux et à veiller à ce que la tranquillité de l'immeuble ne soit troublée en aucune manière par son fait, ses élèves, ses enseignants ou autres.

## **Article 5 : ENTRETIEN – TRAVAUX - REPARATIONS**

**La Commune** assurera l'entretien quotidien des locaux.

## **Article 6 : TRANSFORMATIONS - AMELIORATIONS**

**La Métropole** s'engage à ne faire aucune démolition, construction, percement de mur, changement de distribution, cloisonnement ni travaux ou aménagement dans les locaux mis à disposition.

## **Article 7 : ASSURANCES**

**La Métropole** s'engage à faire assurer auprès d'une compagnie notoirement solvable pendant la durée de la présente convention sa responsabilité civile pour tous les dommages pouvant découler de son activité ainsi que des biens meubles qu'elle entreposerait dans les locaux.

## **Article 8 : REDEVANCE**

La présente mise à disposition est consentie à titre gratuit.

### **Article 9 : DUREE**

La présente convention est renouvelable tous les ans par tacite reconduction et sous condition de présenter si nécessaire les modifications d'emploi de temps ou de cours, à compter de la rentrée scolaire 2023-2024.

### **Article 10 : RESILIATION**

La présente convention pourra être résiliée à tout moment et sans préavis par **la Métropole** qui s'engage néanmoins, à informer les parties dans un délai de 15 jours avant la fin d'utilisation des locaux.

La résiliation par **la Commune** pourra intervenir à tout moment, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans le respect d'un préavis de trois mois.

Fait à Toulon, en deux exemplaires originaux, le

<b>Le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée Jean-Pierre GIRAN</b>	
<b>Le Maire de Saint Mandrier sur Mer Gilles VINCENT</b>	

